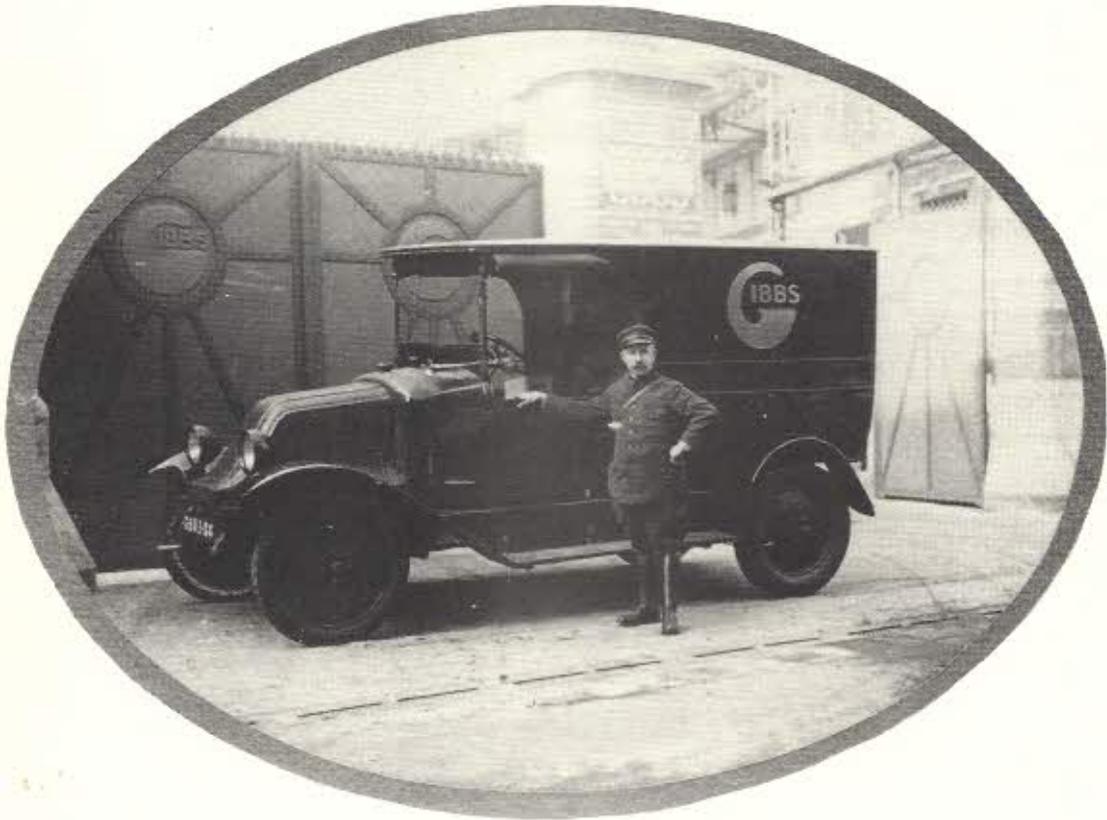


GIBBS - UNILEVER CGT

Saint Denis



**FACE AU
DEMANTELEMENT
EUROPÉEN DES
PRODUITS DE
TOILETTE**

SEPTEMBRE 1979

A L'USAGE DES "EXCUSÉS" DE
LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU
22 JUIN 1979 À SAINT-DENIS

CONFERENCE DE PRESSE CGT GIBBS

LE 22 JUIN 1979

MAIRIE DE SAINT-DENIS

" NOTRE ENTREPRISE ET NOTRE LABORATOIRE DE RECHERCHES
FACE AU DEMANTELEMENT EUROPEEN DES PRODUITS DE
TOILETTE CHEZ UNILEVER".

Organisée par l'Union Locale C.G.T. de Saint-Denis et le Syndicat
C.G.T. ELIDA-GIBBS de Saint-Denis, en présence de :

- Charles GABRIEL, Secrétaire de la Fédération C.G.T. de la
Chimie
- Christian BEAUVAIS, de l'Union départementale C.G.T. de Seine
Saint-Denis
- Henri LESAGE, de l'Union Régionale C.G.T. de la Chimie
- Marcelin BERTHELOT, Maire de Saint-Denis et de
Conseillers Municipaux.

*La presse (L'HUMANITE, FRANCE-INTER, ANTOINETTE, L'AGENCE FRANCE PRESSE, la
VIE OUVRIERE, 93 ACTUALITES) s'était fait représenter par quelques
journalistes.*

Le Monde, le Matin, la Télévision TF 1, Ant. 2, FR 3 demandaient des documents

PLAN

- THIBAUD - GIBBS
- UNILEVER
- LA RECHERCHE A SAINT-DENIS
- LES LUTTES



THIBAUD - GIBBS . . .

1909

Formée en 1909, la Société THIBAUD et Compagnie, entreprise familiale française, obtient la concession exclusive pour la France de produits de toilette tout à fait nouveaux pour l'époque.

Il s'agissait de savon à barbe, de dentifrice, de savon de toilette et de gold cream, vendus en France sous la marque GIBBS.

1923

En 1923, GIBBS s'implante à La Plaine Saint-Denis, passe sous contrôle LEVER et, plus tard, UNILEVER.

GIBBS, A LA PLAINE SAINT-DENIS, EST COMPOSEE :

- d'une usine qui emploie 438 personnes.
- d'un laboratoire de recherches qui travaille pour l'ensemble du Groupe UNILEVER. Celui-ci en supporte les frais.

Son effectif de 90 personnes est composé de bactériologistes, de biologistes, de biophysiciens, de pharmaciens et de chimistes. Les recherches sont axées en particulier sur les produits d'hygiène et les cosmétiques.

- une production pharmaceutique sous le nom de SAREP PHARMEUROPE dont GIBBS a 30 % du capital.
- Depuis 1978, GIBBS prend 85 % du capital de la Société HARRIET HUBBARD AYER qui fabrique des produits de beauté de luxe.

QU'EST-CE QU'ON FABRIQUE CHEZ GIBBS ?

- Des produits dentaires, tels que :
 - . Signal 2, Fluor - Signal 1
 - . Pepsodent
 - . Mentadent
 - . Très-Près rouge et vert
 - . Gibbs menthe fraîche
 - . Gibbs chlorophylle
 - . une eau dentifrice et des brosses à dents.
- des produits pour hommes :
 - . une gamme GIBBS Sport (crème à raser, savon à barbe, mousse après rasage, déodorant)
 - . une autre gamme pour homme DENIM.

.../...

- deux gammes de laques et shampoings : SUNSILK et ELIDANSE
- une gamme de déodorants et savons REXONA
- une gamme VIKA qui comprend :
 - . bain moussant
 - . Gel-douche
 - . eau de cologne
 - . savon
 - . déodorant
- une gamme 3 F
 - . eau de cologne
 - . déodorant
 - . savon
 - . gel-douche

Tous ces produits sont fabriqués à Saint-Denis, excepté les savons et les brosses.

Nous avons également, à POISSY, une usine qui fabrique des rasoirs et des lames.

1976

En 1976, GIBBS qui s'appelle THIBAUD-GIBBS, devient ELIDA-GIBBS.

Cette entreprise est la seule fabriquant une gamme complète de produits de toilette. Elle emploie actuellement 873 personnes.

Le grand public peut ne pas connaître UNILEVER, mais la grande majorité des Français utilise un ou plusieurs produits sortis de nos usines, qu'il s'agisse de

- produits alimentaires : ASTRA, LA ROCHE-AUX-FEES,
- produits de nettoyage Lever : OMO, SKIP, CORAL, CAJOLINE
- produits de beauté HARRIET HUBBARD AYER
- produits de toilette GIBBS.

GIBBS, AUJOURD'HUI, VA RESTRUCTURER EN SUPPRIMANT 118 POSTES DANS UN PREMIER TEMPS.

1978

ELIDA-GIBBS, en Novembre 1978, annonce à son Comité Central d'Entreprise de grosses difficultés qui vont l'amener à licencier 118 personnes sur un effectif global de 873 personnes, prédit un avenir très

sombre pour la Société et va même jusqu'à compromettre l'avenir de ses établissements industriels.

En outre, la Direction annonce à son Comité Central d'Entreprise un plan de relance dans certains domaines afin d'éviter la catastrophe.

L'ANALYSE DES VENTES, DES COMPTES ET DE LA TRÉSORERIE DE LA SOCIÉTÉ GIBBS AMÈNE LA C.G.T. À PENSER QUE LES MAUVAISES AFFAIRES PRENNENT L'ALLURE D'UNE OPÉRATION VOLONTAIRE POUVANT ÊTRE DICTÉE DE PLUS HAUT.

Le suivi des affaires et surtout du plan de relance proposé, nous démontre que la Direction fait tout ce qu'elle peut pour freiner l'activité de notre entreprise. Non seulement elle ne se contente pas de bloquer la relance, mais elle va même jusqu'à supprimer, sur le marché des produits tel le dentifrice SIGNAL 1 ou les déodorants REXONA "Note Boisée" qui représentaient une part importante de notre chiffre d'affaires.

QUI DICTE DONC CETTE POLITIQUE ?

NOS ACTIONNAIRES UNILEVER



. . . UNILEVER

Nous venons de voir ce qu'est GIBBS.

Nous allons essayer de connaître l'organisation et les productions d'UNILEVER.

UNILEVER, C'EST LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE DU MONDE, très loin devant NESTLE auquel appartient l'OREAL, concurrent direct de GIBBS.

UNILEVER, C'EST UN EMPIRE ENORME : plus de 300.000 personnes et 385 filiales réparties dans le monde entier. Ses capitaux sont imbriqués à travers deux holding :

- UNILEVER NV dont le siège est à Rotterdam
- et UNILEVER LIMITED, dont le siège est à Londres.

Elles fonctionnent exactement comme si elles étaient une entité, leurs Conseils d'Administration se composent d'ailleurs des mêmes personnes.

La Multinationale opère principalement dans le domaine des articles de marque conditionnés, destinés à l'usage domestique, en particulier :

- les produits alimentaires et corps gras qui comprennent : les margarines (ASTRA), les huiles alimentaires, les produits frais (LA ROCHE AUX FEES).
- les crèmes glacées (MOTTA), les produits surgelés (IGLO) les viandes, les poissons, le thé (LIPTON et ELEPHANT), les boissons ;
- c'est aussi les détergents : OMO, CIF, SKIP, PERSIL, CORAL, VIGOR, CAJOLINE, DOVE, etc.... et les produits de toilette.

En outre, le groupe s'est intéressé au domaine des produits chimiques, du papier, des plastiques (Sheby) et des matériaux d'emballage, des aliments pour animaux, du transport, des plantations, de la publicité (Thibaud Lintas).

UAC International est une société filiale importante qui possède des intérêts considérables en Afrique et dans d'autres parties du Monde (import-export).

Les mutations du groupe

Le groupe s'est bâti sur l'exploitation d'un véritable domaine colonial dans lequel il exploitait dans ses propres usines les produits provenant de ses propres plantations de palmistes, de coprah, ou de caoutchouc (Niger et Ceylan). Il les convoyait vers les autres pays avec ses lignes maritimes de cargos dans ses réseaux de distribution.

1884 —→ LES SAVONS

Il lance en 1884 le premier (par Lever Brother) savon aux huiles tropicales "Sunlight" qui sera à l'origine de l'évolution des deux branches :

- les savons industriels qui déboucheront plus tard vers les lessives et autres détergents.
- les savons de luxe et dentifrices qui aboutiront à l'activité des produits de toilette.

1960 - 1970 REDEPLOIEMENT - ADAPTATION

Il se constitue une véritable fortune qui lui permettra au moment de l'accession progressive des pays africains à l'indépendance dans les années 1960-1970 de se redéployer. Ceci ne s'est effectivement pas passé sans heurts : tout le monde se rappelle des guerres coloniales.

Le groupe, étant donné son rayonnement, disposait de hauts fonctionnaires dans les gouvernements, ce qui lui permettait de se voter des lois favorables (1).

Ce redéploiement progressif et prévu l'a obligé à effectuer une mutation des produits d'origine végétale (qu'il ne contrôlait plus) vers les produits chimiques (issus du pétrole), exemple : lessive, cosmétiques, plastiques, etc...

Dans cette période où l'Europe était euphorique, le groupe a quadrillé tous les marchés, mais étant donné la diversité de ses ventes et la crise prévisible, il a demandé à une société de gestion américaine, la société MAC KINSEY d'améliorer la rentabilité.

La recherche du profit maximum ; les méthodes pour y parvenir :

A - LA CONCENTRATION DES EFFECTIFS

Ex : en 1974 : 357.000 personnes
en 1978 : 310.000 "

Nombres de Sociétés : en 1972 : 342
en 1978 : 385

Cette concentration se traduit par la fusion de sociétés ou l'absorption, la restructuration, les licenciements et les retraits très anticipés.

(1) ainsi la margarine a été favorisée au détriment du beurre.

- concentration vers les grands laboratoires, fermeture de Duiven, Welwyn et Isleworth, intégration du laboratoire de Saint-Denis à celui de l'usine.

- concentration des services centraux dans des groupements d'intérêts économiques : UFL₂ (informatique) et UFS (personnel).

- A Saint-Denis, regroupement des filiales SAREP et HHA sur un même site.

B - LE REDEPLOIEMENT

1 - des activités : produits de toilette (aucun investissement en France en 1977 et 1978)

- fusion en 1976 de la Société GIBBS avec ELIDA (anglo-allemand), lequel aujourd'hui construit une usine ultra-moderne de pâte dentifrice à Berlin. La pâte dentifrice représente la plus grande partie du chiffre d'affaires de GIBBS-France.

- création de nouvelles unités de production en Espagne et au Brésil.

- abandon de fabrication à Saint-Denis (laques).

2 - des activités vers les produits industriels et désengagement des secteurs plus rentables : biens de première consommation.

3 - des activités : vers les pays en voie de développement (ex : nombre de Sociétés en Afrique, 1976 : 71 Sociétés; 1978 : 109 sociétés); vers les Etats-Unis (achat de nouvelles sociétés).

C - LE CHANGEMENT DANS LES METHODES DE GESTION PAR :

- la diminution permanente des effectifs (non remplacement des personnes partant à la retraite, des démissions, départs facilités à 57 ans)

- la mise en commun des services généraux des sociétés (GIE)

- l'utilisation massive des entreprises extérieures

- l'utilisation importante de personnel intérimaire

- la concentration des productions (ex : GIBBS-HHA) et standardisation des emballages à l'échelon européen.

Les conséquences de cette politique sur notre entreprise

Les conséquences se concrétisent par :

.../...

- l'abandon par l'actionnaire de tous projets de relance ou d'avenir. Depuis la fusion avec ELIDA, la Société a de plus en plus recours à l'emprunt notamment auprès des banques françaises (l'actionnaire reprend tous ses bénéfices) à des taux de 8 à 9 % pour 2 milliards en 1977 ; ils serviront demain à régler les départs.

- l'opération vérité a coûté 3,3 milliards et a servi à accélérer le processus de fermeture.

- la disparition du laboratoire de recherches fondu avec celui de l'usine élimine toutes perspectives.

- les licenciements et suppressions de poste (118) sont incohérents. On supprime des emplois actuellement alors que dans certains services ont fait 200 heures de travail par mois. Les fabrications sont touchées, elles qui emploient le plus de main d'oeuvre intérimaire (entre 30 à 40 personnes régulièrement). De plus, aucune amélioration sensible de la mécanisation de l'outil de production ne justifie cette opération. Il y aura inmanquablement perte de chiffre d'affaires, donc de nouvelles difficultés.

- l'entreprise fait toujours appel à la sous-traitance de certaines de ses fabrications.

Conclusions

UNILEVER a construit sa fortune sur l'exploitation des richesses coloniales aux dépens des populations. Puis il s'est tourné vers l'Europe où il a utilisé les technologies avancées dans le domaine de la pétrochimie, tout en continuant sa progression.

Aujourd'hui, il précède encore la crise en redéployant vers des pays en voie de développement où il compte utiliser les techniques acquises aux dépens des Européens. Ceux-ci se retrouvent dans la même situation que les populations des pays colonisés avec la bénédiction des gouvernements concernés.

Pour GIBBS la situation pourrait être tout autre si UNILEVER autorise :

➔ les investissements pour la création et l'amélioration des fabrications, comme il le fait ailleurs.

➔ une politique novatrice tournée vers la création de nouveaux produits comme le pratique le leader de la profession, l'OREAL, qui consacre 4 % de son chiffre d'affaires consolidé pour la recherche cosmétique et pharmaceutique.

➔ une politique de marketing et de vente, allant dans le sens d'une plus grande diffusion de nos produits vers les petites

et grandes surfaces (42 clients représentent 92,6 % de notre chiffre d'affaires, le plus important représente à lui seul 11 %).

Le produit de toilette ne représente pour lui que 3,8 % de son activité.

➔ Mais tout cela, UNILEVER
le veut-il ?



La recherche à Saint - Denis

Le Laboratoire de Recherches UNILEVER est actuellement constitué par un groupe de 90 personnes, dont un nombre important d'ingénieurs Grandes Ecoles, Docteurs ès Sciences, assistés de techniciens hautement qualifiés. La Société ELIDA-GIBBS, à laquelle est rattachée cette unité, a récemment décidé son regroupement avec les services de développement et de contrôle qualité.

Cette décision qui peut paraître logique aux yeux d'un observateur extérieur, est, en fait, assortie d'un risque important, car, compte tenu de certaines indications, elle semble impliquer un abandon pur et simple de tout travail de recherche, pour faire place à une activité exclusivement orientée vers l'évaluation, le contrôle et le développement. C'est donc tout un potentiel scientifique qui se trouve en péril.

La restructuration qui menace notre Laboratoire de Recherches et, par voie de conséquence, l'emploi de 90 techniciens français, ne correspond pas à une décision nationale, mais est une conséquence des changements qui sont en train d'intervenir au sein du groupe UNILEVER.

Cette société multinationale opère, en effet, une importante refonte de son domaine "Produits de Toilette", ELIDA-GIBBS devant tenir compte, dans notre pays, des orientations prises en Angleterre.

Le caractère international de ces modifications apparaît clairement si l'on précise qu'un laboratoire anglais cessera son activité courant 1979, tandis que le "Head Office" cherche à réduire ses coûts (cf. extraits de la Presse en annexe).

Nous pensons que ces mesures apportent un nouvel exemple qui confirme les risques de régression de la Recherche en France, tout en posant une fois de plus le problème de l'emploi.

L'existence d'une recherche de qualité dans le domaine des produits de toilette et des cosmétiques est un investissement qui nous apparaît non seulement nécessaire aux applications immédiates, mais important aussi afin d'améliorer nos techniques, adapter nos produits aux besoins du public sans avoir besoin d'importer les résultats étrangers. Sans une recherche de qualité, nous ne serions plus que des sous-traitants.

Dimension nationale

Il nous apparaît de plus que le problème posé possède aussi une dimension nationale. En effet, la plupart des sociétés du groupe UNILEVER, y compris celles qui sont installées en France, versent un pourcentage de leur chiffre d'affaires (en général 1,75 %) pour financer

les services centraux, dont la recherche. Si, comme nous le craignons, une diminution très importante du travail de recherche - assortie de réduction d'effectifs - devait intervenir dans notre Laboratoire, les Sociétés françaises n'en continueraient pas moins de financer une activité qui ne serait plus effectuée qu'à l'étranger.

L'activité de notre laboratoire s'étend à de nombreuses catégories de produits de toilette, mais plus particulièrement aux produits dentaires et aux produits pour la peau. Elle concerne toutes les compagnies du groupe UNILEVER travaillant dans ces secteurs d'activité et dans le monde entier.

Leader en France pour les pâtes dentifrices, ELIDA-GIBBS laisse planer une sérieuse menace sur la recherche dentaire que nous effectuons, et dont la valeur a été maintes fois reconnue par la Faculté. De même, alors que des méthodes biophysiques d'évaluation cutanée très spécialisées ont été mises au point dans notre unité, publiées et, éventuellement, utilisées à l'extérieur - y compris à l'université et dans le secteur médical (dermatologie) - nous risquons de devoir nous consacrer uniquement au développement de crèmes et de lotions.

Il nous a donc paru indispensable d'attirer l'attention des Pouvoirs Publics sur ce qui menace notre laboratoire de recherches et de rappeler dans ce document les types de relations existants entre notre unité, les universités, les hôpitaux et les sociétés savantes, tant en ce qui concerne les publications et les conférences que dans la participation à des travaux effectués avec ces mêmes organismes.

Pour ce qui est du nombre de publications, le Laboratoire peut prétendre soutenir la comparaison avec ses homologues du groupe, compte-tenu du rapport d'effectif. Quant au domaine des relations avec les facultés de médecine, dentaire et pharmacie, des équipes travaillent depuis plusieurs années en collaboration étroite. Ces échanges fructueux ont permis de trouver des sujets originaux qui ont vu leur application dans les besoins de l'entreprise et contribué à la formation d'étudiants qui ont pu passer une thèse.

Par ailleurs, on peut signaler que des chercheurs de Saint-Denis ont obtenu des récompenses internationales dans le domaine de la cosmétologie.

Qui sont les chercheurs , que font - ils ?

QUELQUES EXEMPLES DE RELATIONS EXISTANT ENTRE CERTAINS D'ENTRE NOUS ET LES UNIVERSITES OU LES SOCIETES SAVANTES.

- Chargée de conférences à la Faculté de Pharmacie.
- Conférences aux étudiants de DEA de Dermocosmétologie.

.../...

- Conférences à la Faculté aux étudiants de 5^{ème} année.
- Conférences aux étudiants de l'IPI.
- Membre de la Commission de Dermopharmacologie et de la Société Française des Sciences et Techniques Pharmaceutiques.
- Relations avec médecins, hôpitaux français et étrangers, membres du Ministère de la Santé, experts agréés par le Gouvernement.
- Membre de la Société des Experts-Chimistes de France.
- Membre de la Société Française de Cosmétologie.
- Participation depuis 1970 aux travaux de la Commission Générale d'Unification des Méthodes d'Analyses créée par le Ministère de l'Agriculture, Service de la Répression des Fraudes.
- En 1977 et 1978, à la demande du Professeur Wepierre, exposé aux étudiants de la Faculté de Pharmacie de Chatenay-Malabry.
- 1968, exposé aux Journées Internationales des Corps Gras.
- 1979, exposé aux XIII^{ème} Journées Internationales de Dermocosmétologie de Lyon.
- chargé de cours durant 1 an à la Faculté dentaire de Nantes, au CES de parodontologie.
- Responsabilité de deux thèses de 3^{ème} cycle en odontologie, préparées dans le cadre du Laboratoire par des dentistes.
- Réalisation en collaboration avec le Professeur B. KEREBEL d'une brochure histo-pathologique sur les gingivites, ouvrage didactique destiné aux dentistes et parodontologistes.
- Assure la visite du Laboratoire par des groupes de dentistes et d'étudiants en dentaire (Paris et Province)
- Demande du Professeur Lindhe (Göteborg, Suède) de publication d'une partie du travail actuel dans le Journal Of Clinical Periodontology.
- Chargé de travaux pratiques à l'I.U.T. de Saint-Denis.
- Responsabilité d'une thèse en biophysique sous le patronage de M. Garibobo, Professeur à la Faculté des Sciences de Paris.
- Collaboration avec le Club Français du Tissu Conjonctif (Professeur Robert) et la Société Française des Electriciens et Electroniciens de France (Sup. Elec).
- Responsabilité d'un mémoire présenté au Conservatoire des Arts et Métiers de Paris.
- 1978 et 1979, à la demande du Professeur Wepierre, deux exposés aux étudiants de la Faculté de Pharmacie de Chatenay-Malabry.
- Nombreux contacts avec les IUT (Saint-Denis, Créteil)
- 1978 et 1979, exposés aux étudiants de la Faculté de Pharmacie.
- Participation aux activités du Centre de Dermocosmétologie de Lyon.
- Conférences sur les diélectriques (Lyon 1972, 1973), l'hydratation de la peau (Lyon 1974, 1975, 1978) - Londres (1974) - Berlin (1977), sur le psoriasis (Paris 1977, Lyon 1979).
- Collaboration à un livre de dermatologie - Editeur : Professeur Stüttgen (Berlin 1979)

- Récompenses internationales :
 - . 1975, Prix de la Société Britannique de Chimie Cosmétologique ;
 - . 1976 (Boston, U.S.A.) Prix de la Fédération Internationale des Sociétés de Chimie Cosmétologique (FSCC).
- Contacts et collaboration avec les universités du Pays de Galles (Professeur Marks), la Faculté de Médecine de Strasbourg (Professeurs Basset, Grosshans et Dr. Woehl) l'Université de Nice (Professeur Vasilescu, Dr. Bernango), l'INSA de Lyon (Professeur Brare), l'ANRT (Commission Mathématiques).

Conjointement à l'annonce des difficultés de notre Société, la Direction annonce un plan de restructuration de son propre laboratoire de développement avec le laboratoire de recherches UNILEVER.

Quel ne fut pas notre étonnement, car bien que le personnel du Laboratoire de recherches UNILEVER soit personnel ELIDA-GIBBS, son activité était entièrement coordonnée par "la division recherche à Londres".

VOUS COMPRENDREZ L'INQUIETUDE DU PERSONNEL DU LABORATOIRE DE RECHERCHES, TANT AU NIVEAU DE SON EMPLOI QU'AU NIVEAU DE SON TRAVAIL.



NOS LUTTES

Actions contre le démantèlement

Dès qu'ils apprennent qu'un plan de restructuration est envisagé pouvant entraîner des licenciements et, forts d'un acquis de 1975, où les travailleurs avaient fait reculer la Direction et la DATAR sur le rachat par GIBBS d'un entrepôt sur le site de Saint-Denis, les GIBBS décident de mener la lutte à tous les niveaux.

Débrayages

A l'appel de l'intersyndicale C.G.T. - C.F.D.T. - C.G.C., ils débrayent une heure le jour de l'annonce des licenciements pour manifester leur réprobation à la mesure annoncée par la Direction et une heure le lendemain au compte-rendu du C.C.E.

Ces deux débrayages sont suivis à 70 % et 95 %.

Délégations

Des contacts et rencontres sont engagés avec les Députés et les Maires de Poissy et de Saint-Denis.

Une délégation C.G.T. - C.F.D.T. - C.G.C., accompagnée de Robert DUMAY, Conseiller Général et de l'Union Locale C.G.T. de Saint-Denis est reçue le 13 Décembre par Monsieur le Préfet du département. Elle lui demande d'intervenir contre les licenciements.

Plusieurs lettres écrites de Pierre ZARCA, Député de Saint-Denis, sont envoyées aux Ministres du Travail et de l'Industrie pour leur demander ce que compte faire le gouvernement afin d'arrêter cette nouvelle tentative de désindustrialisation et empêcher les licenciements dans notre entreprise.

Informations

20.000 tracts sont distribués à Saint-Denis, Poissy et Paris, pour faire connaître à la population la décision d'UNILEVER et les conséquences pour les travailleurs.

La solidarité et le soutien des entreprises du groupe UNILEVER, des entreprises de la Seine Saint-Denis et de la localité encouragent notre lutte.

Prises de position

Un vœu du Groupe Communiste au Conseil Municipal, une délibération du Conseil Municipal de St-Denis et du Conseil Général de Seine Saint-Denis, condamnent l'attitude d'UNILEVER et de GIBBS.

Le Comité de Défense de l'Emploi, diverses associations de la ville soutiennent la lutte

Nous apprenons, à la mi-Janvier, que 46 licenciements sont annoncés chez HARRIET HUBBARD AYER qui confirment notre analyse sur les restructurations du groupe.

Une rencontre est organisée avec les travailleurs et Joannès GALLAND, Secrétaire Confédéral de la C.G.T., dans les locaux du C.E. de Saint-Denis, le 24 Janvier 1979.

La Direction tente d'interdire l'entrée dans l'usine au Secrétaire Confédéral de la C.G.T. Il faudra toute la détermination des travailleurs pour que cette rencontre ait lieu dans l'entreprise.

Le masque tombe. L'autoritarisme de la direction apparaît.

Le même jour, les GIBBS, participent à une conférence de presse en Mairie de Saint-Denis, aux côtés des Languépin, des Pouyet et des Cazeneuve avec Joannès GALLAND, sur le thème : l'emploi, l'Europe, les multinationales.

A la Bourse du Travail de Paris, à l'initiative de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne CGT, ils exposent les problèmes de l'emploi dans leur entreprise aux journalistes présents.

Le 21 Février 1979

Ils bloquent l'Autoroute du Nord, pendant 20 minutes à la Porte de la Chapelle, avec les Pouyet, les Languépin et des entreprises de Saint-Denis, pour attirer l'attention des Pouvoirs Publics et condamner le mutisme de la presse sur leur problème.

Paris mousse _t' il ?

Aux côtés des travailleurs de SONOLOR - POUYET (Groupe ITT), ils font mousser les Fontaines de Paris, puis se rendent à la maison de RADIO-FRANCE où ils obtiennent une entrevue avec Jean GIRARDEAU, Directeur des Affaires Sociales de FRANCE INTER.

Ils débrayent le 21 Février à l'appel de la C.G.T.. Avec le Député de Saint-Denis, les élus locaux et l'U.L. C.G.T. ils occupent la cour du Ministère du Travail et obtiennent une entrevue avec un repré-

sentant du Ministère.

Au moment où Oscar WHETTER, Président de la Communauté Européenne des Syndicats prétend interdire l'entrée de la C.G.T. dans cette organisation, les GIBBS C.G.T. rencontrent leurs homologues belges à Bruxelles et décident de prendre contact avec les syndicats anglais et hollandais du groupe UNILEVER en Europe, en vue d'une table ronde.

Le 23 Mars, lors de la Marche sur Paris, ils sont aux côtés des sidérurgistes lorrains et nordistes et des convergences existent sur la lutte des uns et des autres pour sauver leur emploi et leur entreprise.

Une entrevue C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., a lieu au Ministère de l'Industrie, et, là-encore, les Pouvoirs Publics nous laissent entrevoir leur impossibilité d'intervenir.

A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ils signent massivement une pétition d'opposition aux licenciements et occupent pendant 7 heures les locaux du siège d'UNILEVER-FRANCE, rue Delcassé à Paris, obtenant de ROTTERDAM un rendez-vous avec M. Périgot, Président Directeur Général du groupe en France, pour le 23 Mai à 15 heures.

Le jour venu, les portes sont closes, un personnel musclé s'oppose à l'entrée du siège aux délégations des entreprises. Il faudra toute la détermination des salariés pour se faire entendre

**SEULE L' ACTION SANS COMPLAISANCE
PEUT CONTRAINDRE GIBBS - UNILEVER
A TENIR COMPTE DES SALARIÉS**



SAINT-DENIS, le SEPTEMBRE 1979

Ce document est le fruit d'un long travail condensé lors de la Conférence de Presse tenue le 22 juin 1979 en Mairie de Saint-Denis.

Il relate l'évolution de la maison THIBAUD-GIBBS de 1909 jusqu'à ce jour où la multinationale UNILEVER prend toute la place.

Des drames ... il s'en cache entre les lignes de ces exposés :

- à 50 ans, on n'est pas une épave !!
- c'est trop injuste après 20, 40 ans de loyaux services de se retrouver à la rue ...
- Personne n'est épargné, pas même des chercheurs émérites dont les travaux resteront inachevés ...

Cette situation est décrite sobrement et sans complaisance. Remercions ceux et celles qui, avec conviction et sans compromission, ont eu la liberté et le courage de l'écrire.

Ce livret, en ce sens, n'est pas qu'une addition de faits, c'est un récit où chacun doit prendre sa place ...

L'Union des Syndicats C.G.T. de Saint-Denis, comme ses autres instances, soutient les solutions proposées.

La justesse de votre lutte a permis le soutien de la population de Saint-Denis, de ses élus, notamment Pierre ZARKA, Marcellin BERTHELOT, Josiane ANDROS...

Comme nous le rappelait le 12 mars, Joannès GALLAND, Secrétaire Confédéral C.G.T. venu vous rendre visite à l'entreprise de la Plaine Saint-Denis : "il faut crever le mur du silence. Comme en Lorraine, c'est l'ensemble du tissu industriel, économique et social qui se trouve bouleversé à terme par la dégradation de l'emploi sur la localité ... Il n'est pas d'acte plus urgent que de créer un rapport de force au niveau qu'il convient".

Ce que les GIBBS, les POUYET, les CAZENEUVE, les LANGUEPIN font pour survivre, nous montre ce niveau qu'il convient d'atteindre.

Le Secrétaire,
Jean BELLANGER